

SUCCESSION

LE SYNDICAT DES CADRES SUR LE POINT DE BASCULER (TRÈS) À DROITE ?

La CFE-CGC fait l'objet d'une lutte interne pour sa présidence, alors que la ligne de la direction sortante est contestée par un duo soupçonné d'œuvrer au service de réseaux en lien avec Reconquête ! et le Rassemblement national.



BATAILLE RANGÉE Pour succéder à François Hommeril, président de la Confédération française de l'encadrement-Confédération générale des cadres, deux listes vont s'affronter en juin 2026. L'une menée par Christelle Thieffinne (derrière lui), l'autre par le duo composé de Frédéric Guyonnet et Christophe Roth. Photo : Tomas Stevens / Abaca

Sa succession ne devait pas faire de vagues, elle s'annonce pourtant sanglante. En juin 2026, François Hommeril lâchera la présidence de la CFE-CGC, le principal syndicat des cadres, qui comptabilise 170 000 adhérents. Ces derniers ont longtemps pensé qu'une liste unique serait présentée : celle de Christelle Thieffinne, secrétaire générale à la protection sociale, en première ligne dans les négociations sur les retraites et héritière toute désignée de Hommeril. Seulement, un article publié dans *les Échos* a mis le feu aux poudres. Un duo composé de Frédéric Guyonnet, patron du Syndicat national de la banque, et de Christophe Roth, ancien policier et secrétaire

national chargé de l'accessibilité et de l'égalité des chances, s'est déclaré candidat.

Et si les principaux intéressés jurent vouloir « *rassembler plutôt qu'affronter* », dicit Roth dans un post Facebook, les couteaux sont bien sortis. Dans *le Figaro*, les deux têtes de liste ont échangé quelques amabilités. En creux, Thieffinne accuse son adversaire de manquer d'expérience, quand Guyonnet critique une organisation trop centrée sur Paris et trouve le syndicat un brin poussiéreux. Chacun compte ses troupes en prévision du congrès des 10 et 11 juin, au cours duquel les grands électeurs des 27 branches éliront l'équipe dirigeante. Thieffinne peut miser sur les fédérations de la métallurgie et de l'énergie, mais rien n'empêche les débauchages. Ainsi Guyonnet a publié une tribune dans *le JDD*, journal habituellement prompt à tirer à vue sur les syndicats, intitulée : « Arcelor-Mittal : la vraie souveraineté, c'est protéger nos salariés ». À l'intérieur, pas un mot sur les proches de Thieffinne, pourtant mobilisés sur le dossier. Sur le terrain aussi, la campagne se tend : « Certains se

font accueillir par des dos tournés et subissent quelques mesures d'intimidation », jure un représentant syndical défendant la ligne historique. La Fédération des services publics, noyautée par le syndicat de police Alliance et acquise au duo Guyonnet-Roth, est toute désignée.

Alliance veut peser sur l'élection

Il semble loin le temps où le principal syndicat de la maison poulaga se désintéressait de la confédération. Sur les bulletins d'adhésion Alliance, nulle mention de la CFE. « *Vu les positions de Hommeril, beaucoup trop à gauche, on perdrait des recrues si les policiers connaissaient notre appartenance à la confédération* », s'amuse un ancien du syndicat policier, quand un cadre de la CFE-CGC admet : « *C'est notre caillou dans la chaussure, ça nous arrangeait qu'il soit discret.* » En 2023, deux délégués nationaux de la CFE issus d'Alliance annonçaient leur démission dans un mail au vitriol, visant directement Hommeril. « *Nous nous sommes heurtés à un management inadapté, un mode de fonctionnement inaudible et,*

surtout, un ramassis d'inepties très éloignées du monde de la fonction publique [...] Qui se soucie de nous ? Pas la confédération en tout cas. La bonne mère est loin de se soucier de ses enfants. » Cette fois, le syndicat a décidé de peser sur les élections.

D'après les chiffres consultés par *Marianne*, ces dernières années, Alliance ne déclarait que 5 000 à 6 000 adhérents à la confédération pour 45 000 membres revendiqués dans les médias, leur permettant au passage de ne pas reverser une belle somme à la confédération. Depuis deux ans, le syndicat policier gonfle ses effectifs afin d'avoir plus de poids lors du vote de juin 2026. Ces 13 et 14 décembre, à l'occasion de la petite sauterie célébrant les 30 ans d'Alliance, Roth, ancien de la maison, a d'ailleurs donné des gages. Il leur a promis quatre postes à la direction. « *C'est clair, Alliance veut mettre la main sur la fédération* », éructe un cadre.

En échange, la fédération des services publics a déjà accordé son soutien au tandem. De quoi voir pointer des accusations de droitisation. « *D'un côté, on a une ligne réac, où certains ne se cachent même pas de vouloir devenir le premier interlocuteur de Marine Le Pen ou de Jordan Bardella en cas d'accession[du RN] au pouvoir, en 2027 ; de l'autre, une ligne plus à gauche* », lâche un représentant syndical pourtant issu de la banque (camp Guyonnet), qui assure ne faire campagne pour personne : « *Tout le monde a sa sensibilité mais nous sommes tous apolitiques. Notre seule ligne, c'est*

la défense des salariés. » Et de promettre : « *S'ils l'emportent, on dissoudra notre section et on rejoindra sûrement un autre syndicat.* » Chez quelques cadres de la CFE, le malaise est palpable lorsqu'on évoque Alliance. Certains ont encore en mémoire le communiqué publié au lendemain des émeutes urbaines, qui firent suite à la mort de Nahel Merzouk, abattu par un policier en juin 2023. Alliance s'insurgeait contre « *des hordes de sauvages* » et « *des nuisibles* ».

L'organisation ne cache plus sa proximité avec le Rassemblement national, après avoir appelé à faire barrage à Le Pen père, puis fille, encore, en 2017. Depuis, Fabien Vanhemelryck, secrétaire général d'Alliance élu en 2019 et reconduit tout récemment, multiplie les rencontres avec les députés du parti d'extrême droite. En juillet 2024, durant l'entre-deux-tours des législatives, il qualifiait, dans *Mediapart*, le barrage républicain d'« *énorme connerie* ». Un de ses protégés, Sébastien Soulé, ancien de la BAC nord, à Marseille, était justement en lice sous les couleurs du parti à la flamme. Il a perdu au second tour face au député macroniste et... au front républicain. Selon *le Canard enchaîné*, après sa défaite, Soulé a tout de suite retrouvé son poste de délégué zone sud et se présente sur les réseaux sociaux comme responsable RN dans la première circonscription du Var.

Ce 3 décembre, lors de l'assemblée ordinaire, Fabien Vanhemelryck a signé son retour au sein du bureau de la Fédération des services pu-

blics. Alliance a aussi permis l'élection de René Chiche, vice-président d'Action et démocratie, petit syndicat de l'Éducation nationale affilié à la confédération, « *pour représenter l'État* ». Les relations risquent pourtant d'être assez fraîches avec le gouvernement, puisque Chiche comparaitra en avril 2026 à la suite d'une plainte d'Aurore Bergé, l'actuelle ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations. Le professeur de philosophie, dans un tweet de décembre 2021, avait comparé le passe vaccinal avec le statut des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale : « *Les députés qui voteront le #PasseVaccinal sont à mes yeux les dignes héritiers de ceux qui votèrent le statut des juifs. D'insignes lâches.* » Il a été mis à pied par l'Éducation nationale en 2023. « *Action et démocratie n'a aucun lien avec l'extrême droite, se défend René Chiche. Je m'étais exprimé sur le passe vaccinal. J'ai ensuite été approché par tout un tas de gens, d'où ma venue chez Philippot.* » Le syndicat a beau rappeler son « *indépendance par rapport à tous les gouvernements et organisations politiques* », l'enseignant déchu n'hésite pas à afficher ses affinités. « *Cinq ans de gabegie, d'injures et d'exercices despotiques du pouvoir. Les manifestations n'ont servi à rien. Les tribunes n'ont servi à rien. Le 24 avril, il faut tourner la page et voter courageusement contre Macron* », avait-il tweeté après le premier tour en 2022.

La poutre travaille...

Pis encore, un encarté d'Action et démocratie, qui affirme avoir alerté plusieurs fois la direction, explique : « *Je constate depuis quelques années l'entrisme avéré de l'extrême droite chez nous. Elle a d'abord été tolérée puis cautionnée. Elle est désormais encouragée par notre direction nationale.* » Car Chiche, qui a fait un petit saut au congrès

national des Patriotes, le parti de Florian Philippot, il y a deux ans, n'est pas le seul exemple. Action et démocratie compte, notamment, dans son bureau, une référente départementale Reconquête ! Elle a aussi accueilli un temps Joost Fernandez, ancien référent école du candidat Zemmour, qui a depuis rejoint l'Assemblée nationale comme attaché parlementaire des trois députés Identité Libertés, le mouvement de Ma-

rion Maréchal. « *On ne connaissait pas son engagement. On a demandé à Joost, comme à d'autres, de choisir entre action syndicale et action politique* », balaye Chiche. À tous les niveaux, la poutre travaille. Et si l'élection à la CFE-CGC nous offrait en juin 2026 un avant-goût de 2027 ? **M**

Par Maël Jouan

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

“ *L'extrême droite a d'abord été tolérée puis cautionnée. Elle est désormais encouragée par notre direction.* ” **UN MEMBRE D'ACTION ET DÉMOCRATIE**

